

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60021 BEAUVAIS

BEAUVAIS, le 15/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

UCAC

77 RTE DE PICARDIE
60190 Avrigny

Références : IC-R/0539/23-FQ
Code AIOT : 0005100860

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2023 dans l'établissement UCAC implanté 77 RTE DE PICARDIE 60190 Avrigny. L'inspection a été annoncée le 06/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UCAC
- 77 RTE DE PICARDIE 60190 Avrigny
- Code AIOT : 0005100860
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société UCAC située à Avrigny exploite des installations de stockage de céréales, d'engrais solide, liquides et de produits agro-pharmaceutiques.

Les installations sur le site se décomposent de la façon suivante :

- 4 silos ;
- 2 séchoirs ;
- 2 magasins d'engrais solides ;
- 2 emplacements d'engrais liquides ;
- 1 magasin de produits agro-pharmaceutiques ;
- 1 bâtiment administratif ;
- 1 pont bascule, chaufferie, hangar.

Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 08/07/1987, complété par les arrêtés du 26/07/2013 et du 23/07/2014.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- Récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12/08/2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Phénomènes d'auto-échauffement	AP complémentaire du 26/07/2013, article 13	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Matériel en zone ATEX	AP de Mise en Demeure du 12/08/2022, article 1	Sans objet
2	Nettoyage	AP de Mise en Demeure du 12/08/2022, article 2	Sans objet
4	Risques accidentels, Risque incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de l'inspection il est constaté :

- qu'une procédure de nettoyage est en œuvre ;
- que les fréquences de nettoyage définies par l'exploitant sont respectées ;

- que l'état de propreté des silos est correct ;
- que le rapport d'adéquation du matériel électrique en zone ATEX, du 20 novembre 2023, fait état que l'ensemble du matériel est conforme.

Par conséquent, l'inspection propose à Mme la Préfète de lever la mise en demeure du 12 août 2022.

Il est également constaté que de nombreuses sondes de température sont défectueuses au sein du silo Barlet.

Ce constat est l'objet d'un non-respect de la prescription de l'article 13 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 juillet 2013.

Par conséquent, l'inspection propose à Mme la Préfète de mettre en demeure la société UCAC sur ce point de contrôle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Matériel en zone ATEX

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/08/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Matériel en zone ATEX
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société UCAC exploitant des installations de stockage de céréales, d'engrais solide, liquides et de produits agro-pharmaceutiques sise au 77 route de Picardie sur la commune d'Avrigny, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 9 de l'arrêté du 29 mars 2004 sous un délai de dix mois à compter de la notification du présent arrêté en:</p> <ul style="list-style-type: none"> - levant les non-conformités mentionnées dans le rapport « évaluation de l'adéquation des matériels électriques en zone ATEX ». <p>Afin de justifier de l'état d'avancement de la mise en conformité du site, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> – une programmation des travaux à réaliser suite à la confirmation des zones ATEX sous un mois ; – les devis ou tout autres documents attestant des démarches engagées pour réaliser la mise en conformité sous deux mois ; – les éléments attestant de l'absence de non-conformités émis à l'issue des travaux de mise en conformité sous dix mois. <p>Ces délais courent à compter de la date de notification du présent arrêté.</p>

Constats :Inspection du 21/06/2022 :

Lors de l'inspection de juin 2022, l'exploitant a présenté un rapport de la société APAVE portant sur l'évaluation de l'adéquation des matériels électriques en zone ATEX.

Ce rapport mentionne plusieurs observations portant notamment sur l'absence de marquage du matériel, la présence de matériel non adapté aux zones ATEX ou la présence de poussière.

L'exploitant a été mis en demeure de corriger ces points par arrêté du 12 août 2022.

Inspection du 14/11/2023

L'exploitant transmet le rapport d'audit d'adéquation des matériels électriques en zone ATEX. (réalisé par l'APAVE le 10 novembre 2023)

La conclusion de ce rapport indique que les sondes de mesures de niveau et pression VEGAPAL RN 3001 ne sont pas conformes.

L'exploitant indique que cette non-conformité est due à une erreur de livraison du fournisseur de la sonde. Il ajoute que de nouvelles sondes, conformes, seront installées le 15 novembre 2023.

Mail du 20/11/2023

L'exploitant transmet le rapport d'inspection ATEX de l'APAVE daté du 20 novembre 2023.

Ce rapport fait état que tout le matériel électrique présent en zone ATEX est conforme.

Conclusion

Un retour à la conformité est constaté sur ce point.

Il est proposé à Madame la préfète de lever ce point de l'arrêté de mise en demeure du 12 août 2022.

Observations :

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/08/2022, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société UCAC exploitant des installations de stockage de céréales, d'engrais solide, liquides et de produits agro-pharmaceutiques sise au 77 route de Picardie sur la commune d'Avrigny, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 13 de l'arrêté du 29 mars 2004 sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, en:</p> <p>- débarrassant des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Inspection du 21/06/2022 :</u></p> <p>Lors de la visite du site, il a été constaté que les sols étaient correctement nettoyés, toutefois certaines installations comportaient une couche importante de poussière.</p> <p>La présence de poussière étant mentionnée dans le rapport d'évaluation de l'adéquation des matériels électriques en zone ATEX, le risque d'explosion était donc augmenté.</p> <p><u>Inspection du 24/01/2023 :</u></p> <p>L'exploitant indiquait avoir procédé au nettoyage des installations. Il ajoutait que les parties du silo difficilement accessibles avaient été nettoyées par la société ASAP (entreprise de cordistes). La facture de cette intervention a été présentée par l'exploitant.</p> <p>Lors de la visite sur site, il a été constaté que le niveau de propreté du silo était correct.</p> <p>Par ailleurs, il a été constaté dans le silo Barlet que le tableau de contrôle des extracteurs d'air comportait un témoin allumé. L'exploitant indiquait qu'il s'agissait d'un extracteur d'air hors service.</p> <p>Bien que les autres extracteurs d'air du silo fonctionnaient, il a été demandé à l'exploitant de procéder dans les meilleurs délais à la réparation du système en défaut.</p> <p><u>Mail du 19/06/2023 à Mme LE-TROCQUER:</u></p> <p>L'exploitant indiquait qu'en raison d'une accessibilité difficile, l'extracteur d'air du silo Barlet avait été déconnecté électriquement afin de mettre en sécurité l'installation. Le bon d'intervention de la société INEO du 17 mai 2023 a été transmis. Il a ajouté être en recherche d'une solution pérenne dans le cas où d'autres moteurs venaient à dysfonctionner.</p> <p><u>Inspection du 14 novembre 2023</u></p> <p>L'exploitant remet le registre de nettoyage pour les années 2022/2023 et 2023/2024. L'inspection constate, sur ce registre, que les fréquences de nettoyage définies par l'exploitant sont respectées.</p>

Lors de la visite du site, il est constaté que le niveau de propreté du silo est correct.

L'exploitant indique que l'extracteur d'air du silo Barlet, hors service lors de l'inspection de janvier 2023, a été débranché et non remplacé.

Conclusion

Un retour à la conformité est constaté sur ce point.

Il est proposé à Madame la préfète de lever ce point de l'arrêté de mise en demeure du 12 août 2022.

Observations :

L'exploitant doit apporter l'ensemble des éléments justifiant de la suffisance des extracteurs actuellement en fonctionnement sur le silo Barlet.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2013, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Phénomènes d'auto-échauffement

Prescription contrôlée :

L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits en silo (durée de stockage, taux d'humidité...) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables.

Conformément à l'étude de dangers réalisée par l'exploitant, le matériel employé est défini comme suit:

Silo	Type
GAMM	1 sonde thermométrique fixe à 3 points de lecture par cellule
SEQUIPAG	1 sonde thermométrique fixe à 6 points de lecture par cellule
LEGROS	1 sonde thermométrique fixe à 6 points de lecture par cellule
BARLET	1 sonde thermométrique fixe à 3 points de lecture par cellule

Le relevé des températures est périodique, selon une fréquence déterminée par l'exploitant, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les sondes thermométriques fixes reliées à un poste de commande sont équipées d'un dispositif de déclenchement d'alarme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé.

En cas d'élévation anormale de la température ou de température anormalement élevée, l'exploitant est tenu d'informer au plus vite les services de secours.

L'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité dans le temps de ces sondes.

Des rondes régulières, selon une fréquence définie par l'exploitant, sont assurées par le personnel pour détecter un éventuel incendie, auto-combustion ou fermentation.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires afin d'éviter les infiltrations d'eau susceptibles de pénétrer dans les capacités de stockage.

Les produits doivent être contrôlés en humidité avant ensilage et éventuellement après séchage de façon à ce qu'ils ne soient pas ensilés au-dessus de leur pourcentage maximum d'humidité.

Constats :

Inspection du 14 novembre 2023

L'exploitant déclare que l'ensemble des cellules du silo Barlet sont remplies.

Le fonctionnement des sondes thermométriques du silo Barlet a été contrôlé par l'inspection.

Sur l'ensemble des sondes, il est constaté 9 sondes défectueuses sur au moins un niveau de lecture (sur trois).

Mail du 1^{er} décembre 2023

L'exploitant indique que la remise en état ou le remplacement des sondes nécessite de vidanger les cellules des silos. Il ajoute que cette vidange ne peut s'effectuer qu'en fonction des places disponibles dans les silos. Enfin, il conclut en indiquant que ces opérations devront s'étaler durant le 1^{er} semestre 2024.

Conclusion

Non-conformité :

9 sondes thermométriques du silo Barlet ne disposent pas de 3 niveaux de lecture en état de fonctionnement. Par conséquent, l'exploitant n'est pas en mesure d'assurer la détection de points chauds et ainsi éviter les phénomènes d'auto-échauffement. L'arrêté préfectoral du 26 juillet 2013 n'est pas respecté.

Il est proposé à Madame la préfète de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances. [...] - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté. [...]
Constats : <u>Inspection du 14/11/2023</u> L'exploitant présente un rapport de vérification des installations électriques (Q18) de septembre 2023 réalisé par la société APAVE. Ce rapport conclut à une absence de non-conformité. Il est indiqué dans les limites d'intervention que: - certains dispositifs n'ont pu être vérifiés pour des raisons d'exploitation; - des documents (plan, rapports,) nécessaires à la vérification n'ont pas été remis au prestataire.
Observations : La prochaine vérification des installations électriques devra obligatoirement être réalisée sur la totalité du site. Pour cela, l'exploitant devra fournir un Q18 conforme et ne faisant mention d'aucune limite d'intervention liée à des raisons d'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite